

## RÉSOLUTION DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

### Renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain

LE SCFP NATIONAL DOIT :

1. Promouvoir un autre modèle de commerce et de coopération trinationaux qui répond aux besoins des travailleuses et travailleurs et qui favorise la solidarité dans l'ensemble de notre continent;
2. Exiger du gouvernement canadien qu'il s'assure de prioriser les intérêts des travailleurs et travailleuses et l'environnement lors de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain et qu'il s'assure de protéger les services publics et de renforcer les droits du travail et les protections environnementales tout au long du processus de renégociation;
3. Faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il fasse en sorte que l'accord commercial renégocié soit débarrassé du Chapitre 11 et des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE);
4. Participer à des campagnes trinacionales, comme « Raise Wages, not Walls » (Haussez les salaires au lieu de bâtir des murs), qui commencent déjà à prendre forme au Mexique et aux États-Unis, et encourager le CTC à faire de même;
5. Soutenir le travail de groupes communautaires et d'alliés internationaux et canadiens qui font pression sur les gouvernements en faveur de la protection des droits de la personne et de l'environnement dans les accords commerciaux.

PARCE QUE :

- Au cours des 23 années qui se sont écoulées depuis la signature de l'ALÉNA, le Canada a perdu 800 000 emplois dans le secteur manufacturier et nos collectivités ont souffert de la diminution des revenus publics que produisaient ces emplois;
- Même si le président américain et d'autres croient que ces emplois « ont été volés » par le Mexique, les Mexicains n'ont pas beaucoup profité de l'ALÉNA : les salaires sont toujours une fraction de ceux du Canada et des États-Unis et le niveau de chômage demeure élevé;

- La renégociation de l'ALÉNA peut comporter des risques pour les services publics, les droits du travail et les normes environnementales et nous devons assurer leur protection;
- Les dispositions relatives aux mécanismes de RDIE ont fait du Canada le pays le plus poursuivi du monde développé;
- Quoique nous nous sommes toujours opposés à l'ALÉNA, nous reconnaissons que cette renégociation nous donne l'occasion de mettre au défi le gouvernement de réaménager l'ALÉNA de fond en comble et de créer un nouveau modèle de commerce et de coopération qui profite à toute l'Amérique du Nord, qui ne permet pas à des investisseurs de poursuivre des gouvernements, qui protège les services publics, qui respecte les droits de la personne et les droits du travail et qui améliore les conditions de vie dans les trois pays;
- Nous reconnaissons que nous ne pouvons pas accomplir seuls ces changements fondamentaux à l'Accord et que nous devons donc nous allier aux travailleurs de toute l'Amérique du Nord dans notre lutte.